

Question présentée par le député :

M. Christo Ivanov

Date de dépôt : 4 juin 2020

Question écrite urgente

Genève reverra-t-elle un jour son Salon de l'auto ?

Le Salon de l'auto de Genève figure parmi les cinq plus importantes manifestations de ce type. Il est même le plus important en début d'année, notamment en termes d'innovation pour le marché européen. La crise du coronavirus n'a malheureusement pas épargné le Salon de l'auto de Genève, dont l'annulation a été décidée par le Conseil fédéral quatre jours avant le début prévu de la manifestation. La perte liée à la suppression de l'édition 2020 est estimée à 11 millions de francs pour la Fondation du Salon, qui aurait par ailleurs besoin de 5,8 millions de francs pour redéployer un concept novateur en 2021.

Le projet de loi 12705 déposé par le Conseil d'Etat visait à accorder un prêt de 16,8 millions de francs à la Fondation du Salon, sollicité par cette dernière. Par communiqué du 26 mai 2020, la Fondation a décliné le prêt de l'Etat en expliquant que « les conditions accompagnant ce prêt et, notamment, visant à la sous-traitance complète du Salon y compris la conceptualisation à Palexpo SA ne sont malheureusement pas acceptables pour la Fondation. En effet, elles sont contraires aux statuts et notamment à la raison d'être de la Fondation depuis plus de 100 ans. D'autre part, l'organisation d'une édition en 2021 est très incertaine pour l'instant – condition liée à la clause d'urgence du projet de loi. Effectivement, les exposants majeurs du GIMS nous encouragent et recommandent vivement d'envisager la prochaine édition en 2022. »

Il faut rappeler que, pour l'économie genevoise, les conséquences de l'annulation du Salon sont lourdes. Diverses études ont estimé que les retombées d'un tel événement pour la région genevoise étaient de l'ordre 150 à 200 millions de francs, dont 10 millions rien qu'en recettes fiscales.

Mes questions sont les suivantes :

- 1) ***Pourquoi le Conseil d'Etat a-t-il assorti le prêt à la Fondation du Salon de clauses si contraignantes ?***
- 2) ***Quelle stratégie le Conseil d'Etat entend-il mettre en œuvre pour permettre un prompt retour du Salon de l'auto de Genève ?***

Je remercie le Conseil d'Etat pour ses réponses.